

ENTRETIEN DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, AVEC DES JOURNALISTES JAPONAIS, PARIS, PALAIS DE L'ÉLYSÉE, MERCREDI 31 MARS 1982.

31 MARCH 1982 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- (La première question portait sur l'opinion que le président de la République française pouvait avoir du gouvernement japonais).

- LE PRESIDENT.- C'est aux citoyens japonais eux-mêmes de former leur opinion. Je ne peux juger le gouvernement japonais que sur sa politique extérieure. C'est-à-dire celle qui concerne le Japon et la France. A cet égard, je suis de ceux qui pensent que le Japon remplit une fonction considérable dans le monde contemporain et que les capacités d'intelligence, de travail et d'organisation de son peuple en font un pays pilote.

- Je connais quelques-uns de ses dirigeants. J'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs fois M. Suzuki, à Paris, à Ottawa. Je connaissais déjà les dirigeants du parti socialiste japonais et notamment M. Asukata. J'ai eu l'occasion, depuis une dizaine de mois, de faire connaissance avec bon nombre de personnalités importantes japonaises. J'ai rencontré aussi de nombreux créateurs dans les domaines de l'art et de la littérature.

- Le gouvernement japonais est un gouvernement avec lequel on peut discuter et travailler. C'est dans ces dispositions d'esprit que j'aborde la conversation avec lui. Nous avons beaucoup de choses à faire ensemble. C'est la conviction que j'ai. C'est pourquoi je serai précédé ou accompagné par plusieurs savants français, dans tous les domaines de l'esprit, des chefs d'entreprise, des industriels. J'aurai avec moi cinq de mes ministres.

- Ce n'est donc pas seulement un voyage de tourisme bien que je ne veuille pas négliger cet aspect qui permet une meilleure connaissance de la vie profonde japonaise.

- QUESTION.- (La deuxième question portait sur la vision que le Président de la République française avait de sa propre diplomatie, en général, notamment à propos de la menace militaire soviétique `URSS`. Quelle devrait être la réponse de l'Occident ?).

- LE PRESIDENT.- Il faut être fort et négocier. Il ne faut pas accepter une supériorité soviétique. Mais, comme il faut sauver la paix, il faut rechercher en toutes circonstances l'équilibre des forces. C'est pourquoi j'ai dit : il est bon d'avoir pris des dispositions qui accroissent les capacités de l'Alliance atlantique. Mais, à-partir de cette force, il est bon de négocier pour la paix...

- La course aux armements peut ruiner les économies du monde, de l'Est comme de l'Ouest. L'accumulation des armes atomiques est, en soi, un très grand danger. Mais il faut pouvoir négocier à-partir d'une réelle capacité militaire. La concertation des pays de l'Alliance est donc une nécessité. J'ajoute que la France dispose d'un armement nucléaire autonome afin d'assurer son indépendance par ses propres moyens. Et nous entendons continuer.\

QUESTION.- (La troisième question portait sur les négociations -entreprises par les grandes puissances sur leur armement nucléaire intermédiaire en Europe. Entre l'option zéro de M. Reagan et le gel proposé par M. Brejnev, quelle est l'opinion du Président de la République française sur ce genre d'initiative et que pense-t-il, d'autre part, des mouvements pacifistes et anti-nucléaires qui se développent dans les pays occidentaux ?)

- LE PRESIDENT.- Cela fait beaucoup de questions.

- J'ai déjà dit que je me réjouissais que les Américains `USA` et les Russes `URSS` puissent se rencontrer à Genève pour discuter des problèmes d'armement. Je souhaitais cette négociation, à-partir du moment où les Etats-Unis d'Amérique avaient pris leurs dispositions pour renforcer leur dispositif militaire en Europe.

- Les propositions de M. Brejnev sur le gel et de M. Reagan sur le point zéro sont des propositions qu'il ne faut pas accueillir avec indifférence. Il est déjà important que ces chefs d'Etat fassent des propositions. Ni l'une ni l'autre de ces propositions ne peuvent, à elles seules, résoudre le problème posé, sans quoi, d'ailleurs, nous n'aurions pas besoin d'en parler aujourd'hui. La négociation aurait déjà réussi.

- Comme vous savez, nous n'en sommes pas là. Je pense que la proposition récente de M. Brejnev n'est pas suffisante. Le fait de geler tout nouvel armement SS 20 en Europe ne répond pas exactement à la question posée puisque les SS 20 déjà installés suffisent à détruire toutes les installations européennes. Il ne faut donc pas rejeter cette proposition mais dire tout de suite qu'elle est loin d'être suffisante.

- La proposition de M. Reagan sur le point zéro : l'idée est bonne. Mais où est le point zéro ? Il n'est pas dans la disparition de toutes les fusées SS 20. Il est dans la mise en discussion des SS 20 et aussi des systèmes concurrents. Ce sont les experts qui pourront dire quel est le point exact où se trouve l'équilibre : combien d'armes ? De quelle puissance, de quelle portée ? A quel endroit ? Sous quel contrôle ? C'est à toutes ces questions qu'il faut répondre et à quelques autres pour fixer le point zéro. Il a fallu beaucoup de temps pour trouver le pôle Nord. Et encore, on n'en est pas très sûr...

- Il n'est pas agréable, pour les pays qui n'ont pas la maîtrise de l'arme nucléaire `RFA`, de voir leur sol bourré d'armes nucléaires qui appartiennent aux autres. Cela peut provoquer des réflexes neutralistes et nationaux. Ces deux réflexes s'ajoutant, sans se mélanger, l'analyse que l'on en tire doit être très différente. La recherche honnête de la paix, sans oublier la nécessité de l'équilibre des forces, devrait pouvoir répondre aux problèmes posés par le neutralisme.\

QUESTION.- (La quatrième question portait sur la stratégie défensive de la France. Le gouvernement socialiste va-t-il continuer à suivre l'option défensive définie par le Général de Gaulle ? D'autre part, la France poursuit des expériences nucléaires dans le Pacifique Sud et elle exporte des armes : mesure-t-elle les conséquences néfastes, notamment pour le Japon ?)

- LE PRESIDENT.- L'armée française et la défense nationale ont été façonnées pendant le dernier quart de siècle. Chacun sait que, si j'avais eu à en décider il y a vingt-cinq ans, je n'aurais pas choisi les options actuelles. Mais, si je devais revenir sur les décisions prises, il n'y aurait plus de défense nationale française. J'ai donc choisi de poursuivre cette politique pour continuer d'avoir une défense nationale. On ne fait pas une politique avec des regrets.

- D'autre part, les deux super-puissances `Etats-Unis - URSS` ont fondé leur armement sur la détention de l'arme atomique. Je ne peux pas livrer la défense de la France à l'aventure ou à l'ambition des autres. Je suis donc obligé de continuer à développer l'armement nucléaire et donc, à faire des expériences pour perfectionner cette arme. Bien entendu, je souhaite que le développement des moyens scientifiques et techniques me permettent, le plus vite possible, d'arrêter ces expériences et je crois que les découvertes d'aujourd'hui vont dans ce sens. Je ne fais donc que le minimum indispensable. Et j'espère que ce minimum se réduira encore.

- Quant aux ventes d'armes à l'extérieur, les situations sont souvent tout à fait différentes. Lorsqu'un ami en Afrique me demande des armes, dans-le-cadre d'un pacte d'amitié, je me demande pourquoi je ne lui en vendrais pas. J'ai respecté, cela se comprend, les contrats signés par mes prédécesseurs. Pour les nouveaux contrats, le gouvernement examine les situations. Mais aucune de ces armes n'a jamais été dirigée contre les Japonais. J'avoue, d'ailleurs que je n'y avais jamais pensé. Vous me posez un problème nouveau !\

QUESTION.- (La cinquième question portait sur le sommet des pays industrialisés qui va se tenir dans une conjoncture internationale difficile. Que peut attendre d'un tel sommet le Président de la République française qui va le présider ?)

- LE PRESIDENT.- Je préside ce sommet parce qu'il se tient en France `Versailles`. On ne demande pas au Président d'assumer la responsabilité de tout ce qui sera décidé dans ce sommet. L'ordre du jour se décide démocratiquement. Tous les chefs d'Etat ont des représentants qui discutent, pour l'instant, de cet ordre du jour. Quoi qu'il en soit, j'ai en effet l'intention de faire un rapport introductif consacré aux problèmes économiques, notamment, aux taux de change et aux taux d'intérêt, à l'inflation et au chômage. Quoi qu'il advienne, ces problèmes seront posés par moi dès le début de ce sommet.\

QUESTION.- (La sixième question portait sur le prochain séjour du Président de la République française au Japon. Le principal obstacle, dans les relations franco - japonaises, reste la situation économique, pour ne pas dire les frictions économiques. Le Conseil européen semble dire que la meilleure façon de résoudre ce problème serait de le porter devant le GATT. Le journaliste décelait, dans cette démarche une contradiction par-rapport aux dernières positions de la France.

LE PRESIDENT.- Le Conseil européen a bien la contradiction

- LE PRESIDENT.- Je ne vois pas très bien la contradiction...

- QUESTION.- Si l'on se réfère aux faits, on s'aperçoit que le déficit des relations entre l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique est plus important que celui qui existe entre l'Europe et le Japon.

- LE PRESIDENT.- C'est pourquoi on souhaite voir le problème des importations américaines traité au sein du GATT. La France a de bonnes relations avec le Japon. Mon voyage est une sorte de salut à l'égard du peuple japonais. Il est normal qu'il y ait des problèmes entre deux grands Etats. Quand on se rencontre, c'est pour essayer de rapprocher les deux points de vue. C'est dans cet esprit que je vais au Japon.

- Quant aux différends actuels, vous les connaissez. La Communauté européenne `CEE`, hier, a demandé que le marché japonais s'ouvre davantage aux produits européens, car le marché européen est très ouvert aux produits japonais. Moi, je dis que l'on ne peut pas reprocher au Japon d'être plus habile, plus industriel et plus travailleur que d'autres. Simplement, il faut éviter qu'il y ait des déséquilibres trop grands sinon on arriverait à des difficultés qu'il est pourtant possible d'éviter. Donc, l'Europe et l'Amérique `Etats-Unis` n'ont pas le droit de s'ériger en juge par-rapport au Japon. Ce sont des pays démocratiques qui doivent discuter en ami avec le Japon.\

QUESTION.- (La septième question portait sur les échanges culturels et scientifiques franco - japonais auxquels le Président de la République semble extrêmement favorable).

- LE PRESIDENT.- Je ne veux pas préjuger. Il y a des techniques japonaises qui sont tout à fait à la pointe du progrès. Je souhaite que la France puisse s'en inspirer. Sur-le-plan de l'électronique par exemple, nous sommes deux des trois pays les mieux placés du monde. Et le monde des consommateurs est assez vaste pour que nous y ayons chacun notre place. Nous souhaitons donc une coopération scientifique et technique plutôt qu'une concurrence. Nous avons créé un centre mondial pour les micro-processeurs à Paris et nous avons demandé le -concours de grands scientifiques japonais. Comme je vous le disais tout à l'heure, j'amène avec moi des savants et industriels français qui iront en confiance discuter avec leurs homologues japonais. Naturellement, je ne voudrais pas que les automobiles japonaises balaient tout le marché des automobiles françaises : c'est normal. Et je ne vois pas pourquoi il serait contraire à la -nature des Français de ne pas savoir construire une motocyclette. Donc, je le répète, je pense qu'il faut que nous précisions des règles saines de concurrence loyale. Je crois que cela est préférable au retour au protectionnisme. C'est dans cet esprit que je viens discuter au Japon.\

QUESTION.- (La huitième question portait sur la différence entre la politique du président Reagan et de Mme Thatcher, qui recherchent plutôt un "petit gouvernement" de lutte contre l'inflation, et la politique du gouvernement socialiste qui va plutôt dans le sens d'un "grand gouvernement", avec comme conséquence une spéculation récente contre le franc, une poussée inflationniste et ses retombées sur le chômage).

- LE PRESIDENT.- La politique américaine et anglaise sont inspirées par la doctrine du libéralisme économique. Le libéralisme est souvent présenté comme un agneau alors que c'est plus souvent un loup. Le socialisme croit davantage à une société d'économie mixte où cohabitent le secteur privé et le secteur public élargi. Les lois du marché ne sont pas suffisantes. Les entreprises privées françaises n'ont pas augmenté leurs investissements de plus de 1 % depuis 1976. Les entreprises publiques ont accru dans la même période leurs investissements de plus de 52 %. Mais le secteur privé reste encore largement majoritaire en France. Et c'est pourquoi j'appelle cela une économie mixte. Nous n'avons pas l'intention de procéder à d'autres nationalisations.

- Nous avons élargi le secteur public dans l'économie française. Mais cela n'a pas beaucoup de rapports avec les comparaisons que vous avez faites sur-le-plan de l'inflation et du chômage. L'inflation, avec le gouvernement conservateur, était de 14 % en France l'année dernière. Elle est de 11 % actuellement. Notre balance des comptes est actuellement déficitaire, mais meilleure qu'elle ne l'était sous le gouvernement précédent. Le chômage avait déjà atteint 1,7 million de personnes lorsque j'ai été élu. Et si nous en sommes à 2 millions, c'est la suite de cette politique. La restructuration industrielle ne peut pas produire ses effets en quelques mois. Mais on observe, pour la première fois depuis huit ans, un certain infléchissement vers le bas de la courbe du chômage.

- Quant aux attaques contre le franc, elles tiennent surtout au mouvement des capitaux étrangers. Vous observerez qu'il y a eu une tourmente sur le franc pendant les élections. Maintenant que les

élections sont passées, le franc se porte beaucoup mieux. On peut dire que tout le monde n'aime pas d'amour le socialisme en France. Mais nous nous battons bien, rassurez-vous.

- Quant à notre déficit budgétaire qui sert d'argument à nos adversaires, c'est le plus petit déficit budgétaire de tous les pays industrialisés : au-dessous de 3 % du produit intérieur brut. C'est un déficit inférieur à celui de l'Allemagne `RFA` ou du Japon. Et pourtant, le yen se porte bien. Vous voyez que la logique ne réside pas toujours dans l'économie.\

QUESTION.- (La neuvième question portait sur les thèmes abordés au-cours de la rencontre entre le Président de la République et M. Berlinguer.

- LE PRESIDENT.- Comme avec vous, on parle de tout : de la France, de l'Italie, du monde, des communistes, des socialistes, des conservateurs, de l'Amérique centrale, de la Pologne, de la Russie, des Etats-Unis.\

QUESTION.- (La dixième question portait sur les échanges culturels franco - japonais et sur la possibilité de propositions concrètes que pourrait faire le Président de la République à l'occasion de sa visite au Japon).

- LE PRESIDENT.- Je pense que la France ne connaît pas assez bien la culture japonaise. Quand on parle du Japon, on parle surtout de son industrie, de son commerce. Cette façon de considérer le Japon fait trop souvent oublier que ce pays est porteur d'une très grande culture et d'une très grande histoire. Je souhaite, par exemple, le développement d'une Maison du Japon à Paris, et d'une Maison de France à Tokyo. Je souhaite la création d'une organisation qui faciliterait des échanges entre jeunes Japonais et Français.

- Nous avons de grands intellectuels qui connaissent bien le Japon, y compris sur-le-plan familial. Depuis Paul Claudel, une tradition existe. Mais elle est restée trop élitiste.

- J'ai demandé à un grand peintre, M. Balthus directeur de la Villa Médicis, de venir avec moi au Japon. J'ai demandé à M. Pierre Emmanuel, qui connaît très bien l'Orient, de venir avec moi et à M. Frank, du Collège de France, qui est l'un des meilleurs connaisseurs du Japon. Je voudrais mettre l'accent sur l'échange culturel qui sera ce qu'il y a de plus novateur. On parle toujours d'échanger des marchandises. Il faut aussi échanger la culture.\

QUESTION.- (La dernière question abordait les problèmes du Moyen-Orient. Le Président de la République a-t-il l'intention de retourner en Israël ?)

- LE PRESIDENT.- J'en arrive ! Cela dit, je ne me l'interdis pas, c'est tout. Je suis le premier chef d'Etat français et d'Europe à être allé en Israël. Je n'ai pas l'intention de m'y installer. Je vais dans des pays arabes bientôt, en Algérie, en Jordanie. Je suis invité au Maroc, en Tunisie, en Egypte.

- Voilà. Je vous souhaite un bon travail. J'espère vous revoir à Tokyo et je compte bien réserver tout le temps qui est dû à l'une des plus grandes presses du monde. Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir dire à vos lecteurs mon salut amical au peuple japonais.\